

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(09)/ST/36
1^{er} décembre 2009

(09-6094)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Septième session
Genève, 30 novembre - 2 décembre 2009

Original: anglais/
espagnol

CUBA

Déclaration de S.E. M. Rodrigo Malmierca Díaz Ministre du commerce extérieur et de l'investissement étranger

Lors de la célébration du 50^{ème} anniversaire du système commercial multilatéral, à la deuxième Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Genève en 1998, le leader cubain Fidel Castro a dit, et je cite:

"Malgré cet état d'euphorie, nul ne peut dire jusqu'à quand le système économique des États-Unis, régi par les lois aveugles de l'économie de marché, pourra éviter l'éclatement de la bulle financière. Il n'y a pas de miracles économiques, c'est déjà prouvé. Les prix des actions – gonflés jusqu'à l'absurde – à la Bourse des valeurs de cette économie, même si elle est incontestablement la plus forte du monde, ne peuvent tenir. Dans de pareilles circonstances, l'histoire n'a pas eu d'exceptions. Seulement, à présent, une grande crise aurait des retombées mondiales et des conséquences inimaginables. Même nous, adversaires du système dominant, ne pouvons la souhaiter. L'OMC devrait évaluer ces risques et ajouter parmi les dénommés "nouveaux thèmes" un autre thème: "Crise économique mondialisée. Que faire?" Fin de la citation.

À peine dix ans plus tard, ses paroles prémonitoires sont devenues réalité. Nous sommes face à une crise mondiale qui est multidimensionnelle, inévitable et inhérente au capitalisme néolibéral, modèle insoutenable aux niveaux politique, économique, social et environnemental.

La crise a réfuté les mythes selon lesquels la déréglementation et la libéralisation économique favorisent la croissance et le développement. Nous nous trouvons donc confrontés à une forte réduction du commerce mondial et de son financement. La solution ne consiste pas à continuer d'appliquer les recettes néolibérales qui ont échoué, mais à utiliser des approches différentes qui placent l'être humain au centre du développement, conformément aux Objectifs du Millénaire pour le développement.

On ne résoudra pas non plus la crise en exigeant, pour conclure le Cycle de Doha, plus de flexibilités pour les pays développés et une plus grande libéralisation de la part des pays sous-développés et en ignorant le fait que le développement est au cœur de son mandat.

Le système commercial et financier international doit être transformé de façon radicale et non de manière superficielle pour faire face aux défis du XXI^e siècle. Les pays développés doivent éliminer ou réduire véritablement leurs subventions qui se chiffrent en millions de dollars, ou au moins les geler à leurs niveaux effectifs actuels en vue de leur élimination progressive et complète.

Le système commercial multilatéral contribuerait dans une mesure importante à la solution de la crise s'il débouchait sur l'engagement unilatéral et immédiat des pays développés d'ouvrir leurs marchés aux exportations des pays sous-développés; de s'abstenir d'appliquer des règlements

./.

techniques et des mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris des normes privées, qui font obstacle à l'entrée des produits sur leurs marchés; de fournir les ressources nécessaires et l'accès aux technologies à des conditions préférentielles afin de stimuler nos exportations, y compris les technologies visant à assurer une bonne adaptation au changement climatique.

Sous prétexte d'assurer la protection de l'environnement, il y a aujourd'hui une prolifération d'initiatives tendant à taxer les produits en provenance de pays sous-développés sur la base du niveau des émissions des gaz à effet de serre liées à leur production. L'objectif n'est pas de protéger la planète, puisque parallèlement les responsables historiques de la pollution ne prennent pas d'engagements multilatéraux, mais bien de freiner le processus de développement du Sud en appliquant des mesures protectionnistes unilatérales qui ne résoudront pas le problème du changement climatique mondial.

Face à cette réalité complexe, le rôle central de l'État s'avère indispensable dans la mise en place de stratégies de développement durables, y compris sa responsabilité dans la régulation du marché et son pouvoir de légiférer sur les investissements étrangers, les administrer, les sélectionner et les contrôler en fonction de ses priorités nationales et de ses objectifs de développement.

Dans ce contexte, les initiatives d'intégration Sud-Sud contribuent à l'indépendance économique du monde sous-développé. L'Alternative bolivarienne pour l'Amérique latine (ALBA) offre une occasion sans égale pour les pays Membres, car le bien-être de l'être humain, et non pas le marché, est son objectif fondamental.

La transparence des procédures de négociation au sein de l'OMC ne s'est pas suffisamment améliorée ces dernières années, la participation réelle et effective de tous les Membres à toutes les phases du processus, seul véritable moyen de parvenir à un consensus, n'étant toujours pas garantie.

Au stade actuel, le Cycle de Doha est loin d'atteindre les objectifs de développement sur lesquels il était censé se fonder. Les questions liées à la mise en œuvre, qui auraient dû éliminer les déséquilibres hérités du Cycle d'Uruguay, ont été abandonnées. Les négociations prescrites sur le traitement spécial et différencié ont été reléguées au second plan. Simultanément, on exige de la part des pays en voie d'accession des niveaux d'engagement d'ouverture toujours plus élevés que même les pays développés n'atteignent pas et nous qui sommes déjà Membres ne pouvons pas non plus nous soustraire à de telles exigences.

L'objectif d'une conclusion du Cycle de Doha l'année prochaine ne peut être un objectif qui donne lieu à des actions précipitées risquant de mettre en danger les intérêts légitimes du Sud. L'objectif doit être d'arriver à des progrès significatifs et équilibrés dans tous les domaines de négociation, en particulier les domaines se rapportant au développement.

Laissons de côté le discours selon lequel la libéralisation est le moyen de résoudre la crise économique mondiale et de parvenir à l'achèvement satisfaisant du Cycle de Doha, alors que neuf ans après l'ouverture de ce Cycle l'Empire continue de subordonner son engagement multilatéral à l'ouverture du commerce des pays sous-développés, tout en appliquant à mon peuple, depuis plus de 50 ans, un blocus économique, commercial et financier qui va à l'encontre de la doctrine du libre commerce qu'il revendique tant et a des incidences sur d'autres pays, en violation des principes fondamentaux de notre Organisation.
